

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

«...Le mini sommet va-t-il aboutir sur quelque chose ? Commencé ce matin vers dix heures, il est toujours en cours... En effet, jusqu'à présent et malgré les efforts déployés, le FPR refuse d'adresser la parole et à plus forte raison de dialoguer avec ce gouvernement qu'il qualifie de clique d'assassins. Attendu depuis longtemps, ce mini sommet serait un succès s'il débouchait ce soir sur une position commune et claire, c'est-à-dire notamment si l'Ouganda et le Zaïre, chacun accusé de soutenir qui le FPR et qui le gouvernement rwandais, demandait ensemble l'arrêt des combats. »

Corr. de Jean Hélène de Kampala :

Diffusée à midi

P : La Minuar de nouveau entravée dans ses opérations d'évacuation de civils à Kigali. Des hommes armés ont refusé aux observateurs de l'Onu l'accès à l'église de la Sainte Famille, où sont réfugiés 3 000 personnes...

Itw du père Blanchard à son arrivée dans un aéroport parisien (Nicolas Poincaré de France Info) :

Diffusée à midi

P : ...Le ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, s'est prononcé ce mardi en faveur d'une intervention internationale au Rwanda. Charles Pasqua d'ajouter « A quoi cela sert-il d'avoir une organisation des Nations unies. On se demande ce qu'attend l'Onu pour réagir ».

- Journaux Afrique du 15 juin 94 (1994 JAF 0166)

712/ Afrique midi (1994 JAF 0166 C)

P = Donaig Le Du

T = La fin du sommet de l'Oua à Tunis. Le nouveau président en exercice de l'Oua, le Tunisien Ben Ali, annonce l'entrée en vigueur imminente d'un cessez le feu au Rwanda. Ce matin, les combats à Kigali continuaient. Et hier une soixantaine d'adolescents réfugiés à l'église de la Sainte Famille ont été enlevés et vraisemblablement massacrés par des miliciens.

Direct de Dominique de Courcelles de Tunis :

« ... C'est vrai que les combats étaient loin d'avoir cessé ce matin à Kigali. Il faut sûrement rester prudent quant à l'application de ce cessez le feu. Cependant, l'engagement solennel des deux belligérants à le respecter devant tous les pays de l'Oua a quand même une valeur fortement incitative... A signaler que le président ougandais a quitté le sommet hier de façon quelque peu précipité. Officiellement, il doit présenter son budget. Officieusement, on dit qu'il s'est fait forcer la main pour parrainer cet accord. Qu'il aurait aussi peut être pris ombrage du succès personnel du médiateur, le président Mobutu, dans le règlement de cette affaire ou encore qu'il supportait de plus en plus mal les accusations soutenues à son encontre d'aider le FPR... »

Itw de Pasteur Bizimungu, représentant du FPR, de Tunis (Dominique de Courcelles) :

«Oui nous avons fléchi nos positions en considérant que si les massacres s'arrêtent simultanément que les combats, nous ne perdrons rien... »

Itw de Théodore Sindikubwabo, président par intérim du Rwanda, de Tunis (Dominique de Courcelles) :

« L'accord de paix a été proposé hier par le facilitateur et par le médiateur assisté par le secrétaire général de l'Oua... Ils doivent, dès aujourd'hui ou dès demain, officiellement annoncer qu'il y a un cessez le feu qui a été décidé... »

P : Les armes auraient normalement du se taire depuis un peu plus d'une demi-heure au Rwanda. Il faudra attendre quelques heures pour voir si ce cessez le feu entre effectivement en vigueur.

713/ Afrique soir (1994 JAF 0166 D) - 15 juin 1994

P = Sylvie Noël

T = Les armes se sont tues ce soir à Kigali, selon l'Onu. La France se déclare prête à intervenir si les massacres se poursuivent. Une déclaration du ministre français des Affaires étrangères. Bernard Kouchner, l'ancien ministre français à l'action humanitaire, est pour sa part parti au Rwanda afin de tenter de renouer le dialogue.

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

« ...Les chefs d'Etat de la sous région n'ont pas ménagé leurs efforts et notamment le médiateur, le maréchal Mobutu, qui a arraché le cessez le feu au forceps. Succès pour lui, succès indéniable pour l'Oua, car c'est aussi la pression de tous les chefs d'Etat

rassemblés à Tunis qui a permis de parvenir à l'accord... Rien n'a été prévu pour contrôler l'arrêt effectif des massacres, ni véritablement les conditions de reprise du dialogue. L'accord conclu ne peut être qu'un coup d'éclat... »

P : ... Ce cessez le feu peut-il réussir à faire cesser ce bain de sang...

Pap. de Monique Mas :

«Le président par intérim affirme lui-même que son gouvernement a les moyens d'arrêter les massacres... Mardi, une soixantaine d'enfants étaient encore assassinés après avoir été enlevés d'une église, où les casques bleus étaient eux-mêmes menacés de mort par les miliciens. La remise immédiate des otages civils aux soldats de l'Onu pourrait donc constituer une preuve de la bonne foi gouvernementale. Ce sont aussi les observateurs de l'Onu qui doivent veiller à l'application de l'accord de cessez le feu... Quant au dialogue promis, il s'annonce délicat puisque le FPR ne veut pas s'asseoir à la table des négociations avec ce gouvernement qu'il ne reconnaît pas. Une manière de demander à l'armée de négocier sans lui la fin de la deuxième guerre du Rwanda. Mais le gouvernement par intérim entend s'imposer dans le troisième volet prévu par l'Oua, l'application de l'accord de paix d'Arusha... Comme l'opposition civile d'ailleurs refuse de discuter de cette question avec ce gouvernement. »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (Any Bourrier) :

«... Alors maintenant nous allons regarder comment les choses se passent. Ou bien ce cessez le feu est respecté ou bien alors les massacres se poursuivent. Si les massacres se poursuivent, nous ne pouvons pas continuer à tolérer cette situation. La France dit qu'elle est prête à ce moment-là à monter, avec d'autres, avec ses partenaires européens par exemple ou avec des Africains, une opération pour sauver les populations. La décision de principe, pour la France, a été prise ce matin et maintenant nous en étudions bien évidemment les modalités. »

- Journaux Afrique du 16 juin 94 (1994 JAF 0167)

714/ Afrique midi (1994 JAF 0167 D)

P = Donaig Le Du

T = Le FPR rejette la proposition française d'intervention au Rwanda.

P : Des tirs sporadiques étaient encore entendus à Kigali ce matin... Des combats tout de même, après un après midi d'accalmie à l'annonce de la conclusion d'un cessez le

feu entre les deux parties... Alain Juppé qui envisage donc d'envoyer des troupes au Rwanda.

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Monique Mas) :
«Premièrement, c'est une déclaration inacceptable pour le FPR. Deuxièmement, nous pensons que c'est aussi une insulte à l'Oua et à l'Onu. Inacceptable parce que nous considérons que la France qui est restée au Rwanda pendant trois ans, où les massacres ont été commis devant l'œil vigilant et complice de ses soldats, n'a pas maintenant à donner de leçon au Rwanda. Et que la communauté internationale a tracé un cadre d'intégration. Et maintenant que la France veut y intervenir seule, nous pensons que c'est vraiment une insulte à cette communauté. Il faudrait plutôt arrêter d'armer ces gens là bas qui sont en train de massacrer les populations.
(Q. de M. M. : Alain Juppé estime que l'avenir du Rwanda passe par les modérés des deux camps)

Ecoutez, vous savez que ces modérés se trouvent bien à l'abri chez nous et que les extrémistes plutôt se trouvent en France et d'autres qu'il a évacués sur Bujumbura ou qui ont finalement trouvé refuge au Zaïre. Autrement dit, nous ne voyons pas de quels modérés la France est en train de parler.

(Q. de M. M. : Si la France intervient donc, si les soldats français arrivent au Rwanda, quelle sera votre attitude ?)

Ca sera une provocation. Nous sommes prêts à nous défendre. »

P : La réaction du FPR est donc claire. C'est un non catégorique à une intervention française. Pourtant depuis quelques jours, la France semble infléchir sa position par rapport au conflit. Le ministre des Affaires étrangères tient un discours beaucoup plus neutre.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«C'est vrai il y a un changement. Jusqu'à présent, la France refusait d'admettre la moindre responsabilité dans les événements et préférerait montrer d'autres pays. Le 10 mai dernier par exemple, François Mitterrand avait évoqué le soutien militaire de l'Ouganda aux rebelles du FPR sans dire un mot de celui de la France au gouvernement Habyarimana. Or aujourd'hui, dans une tribune libre publiée par notre confrère Libération, Alain Juppé reconnaît que la France porte sa part de responsabilité et que sa politique au Rwanda n'a pas été infaillible ces dernières années. A présent, le ministre français cherche à se situer au-dessus de la mêlée. D'un côté, il dénonce le génocide perpétré contre les Tutsi et les modérés hutus et demande le jugement des assassins et de leurs commanditaires. De l'autre côté, il met en garde la branche militaire du FPR contre la confiscation du pouvoir... La France infléchit sa position pour essayer de revenir sur la scène rwandaise. Mais apparemment, elle devra en faire beaucoup plus pour reprendre langue avec le FPR, vous l'avez entendu, et pour devenir à nouveau un acteur régional. »

P : A noter que la Grande-Bretagne a réagi ce matin aux propos de M. Juppé. Le ministère des Affaires étrangères à Londres rappelle qu'une intervention militaire au Rwanda ne peut relever que de la compétence des Nations unies. Pour sa part, le ministre belge de la défense réagit plutôt favorablement à la proposition d'Alain Juppé. « Notre pays n'est sans doute pas le mieux placé pour intervenir, dit-il, mais il est positif de casser la léthargie de la communauté internationale. Le ministre belge qui envisage de mettre des moyens logistiques ou financiers à disposition de la France... Bernard Kouchner se trouve actuellement à Kampala. Il doit en principe se rendre au Rwanda dans les heures qui viennent.

Itw de Bernard Kouchner de Kampala (Jean Hélène) :

« Il s'agit de poursuivre l'entremise commencée il y a trois semaines avec l'ouverture des corridors humanitaires... Je ne me fais aucune illusion. C'est extrêmement difficile... »

Invité : le maréchal Mobutu, président du Zaïre.

Itw du maréchal Mobutu, président du Zaïre, de Tunis (Assane Diop) :

« Je crois d'autant plus que les deux parties en présence se sont engagées devant les chefs d'Etat de la région pour respecter comme il faut ce cessez le feu et surtout son application immédiate et sans condition.

(Q. d'A. D. : Quel va être votre rôle ultérieur pour vraiment appliquer ce cessez le feu ?)

Mon rôle a toujours été dans le conflit rwandais celui de médiateur... Tous les chefs d'Etat de la région, ou bien nous serons présents à Arusha..., ou bien chacun d'entre nous devra envoyer un émissaire...

(Q. d'A. D. : La position de la France ?)

...Moi personnellement, je crois qu'il y a deux choses. Ou bien les deux parties qui ont signé le cessez le feu agissent de manière honnête vis-à-vis d'eux-mêmes ou bien ils ne le seront pas et moi je crois qu'il n'y aura pas seulement la France, il y aura aussi d'autres Etats qui seront prêts à s'engager pour mettre fin à l'horreur.

S'agissant de mon pays le Zaïre, qu'est-ce qu'on ne dit pas ? Je crois que si nous étions intervenus, la situation au Rwanda ne serait pas celle aujourd'hui que vous connaissez... »

715/ Afrique soir (1994 JAF 0167 E) - 16 juin 1994

P = Sylvie Noël

T = Les précisions d'Alain Juppé concernant l'annonce française d'une intervention au Rwanda. Il s'agit d'une intervention humanitaire de durée limitée. Pour le ministre français des Affaires étrangères, la fin de la guerre au Rwanda passe par un

processus de réconciliation et non une solution militaire. L'Onu examine en ce moment même l'idée française de redéployer des casques bleus présents en Somalie vers les Rwanda...

Itw d'Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères (France 2) :

« Il ne s'agit pas pour nous de monter une opération à caractère politique, visant à prendre position pour un clan contre l'autre, mais au contraire de protéger toutes les populations, à commencer par la population tutsie lorsqu'elle est menacée. Il y a 48 heures, 3 jours, 4 jours, on reprochait à la France de ne pas faire assez. Aujourd'hui, nous sommes le premier pays et le seul à dire on est prêt à y aller. On nous dit maintenant que ce n'est pas assez. La décision qui a été prise est une proposition, je tiens bien à le souligner, qui doit être coordonnée avec nos partenaires, avec le feu vert des Nations unies, pour une durée limitée et sur des objectifs précis. On ne va pas aller faire la guerre au Rwanda, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Soyons sérieux. On va faire une opération pour sauver des vies dans le cadre que je viens de dire. C'est la France qui la première le dit. Je pense que cela mérite d'être pris en considération. Si tout le monde nous répond non, et bien, chacun situera les responsabilités. »

Pap. de Pierre Benoit :

« Depuis qu'elle a lancé l'idée d'une intervention au Rwanda, la France s'efforce de préciser son propos. Alain Juppé évoquait ce matin dans « Libération » l'hypothèse d'une intervention euro-africaine pour mettre fin aux massacres et il ajoutait « aucune solution ne doit être écartée ». Mais dès la mi-journée, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères insistait sur le caractère humanitaire de l'opération et parlait d'une mission d'interposition. Enfin ce soir, vous l'avez entendu, Alain Juppé répète. Un, qu'il s'agit de protéger des populations menacées d'extermination. Deux, que l'opération serait euro-africaine. Trois, qu'elle n'aurait aucun caractère politique. En fait, toutes ces précisions ne clarifient pas complètement le projet français. D'abord parce que les partenaires européens réagissent plutôt mollement à l'initiative française. Et surtout, le caractère humanitaire de l'opération ne suffit pas à rassurer le FPR, qui récuse sèchement le projet français. Le caractère humanitaire de l'opération n'enlève rien à sa nature nécessairement militaire et surtout si on parle d'une mission interposition. Car s'il s'agit de séparer soldats gouvernementaux et maquisards du FPR, on continue à mélanger le conflit armé et les massacres, alors que tout le monde sait aujourd'hui que les bourreaux agissent à l'intérieur des lignes gouvernementales. »

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Monique Mas) :
Diffusée à midi

P : ...En revanche, l'initiative française a déjà reçu le soutien du maréchal Mobutu... Alain Juppé entame demain une tournée africaine qui va le conduire

demain en Côte d'Ivoire, samedi et dimanche au Sénégal... Seul Bruxelles et Londres ont réagi...

Itw de Léo Delcroix, ministre belge de la Défense (Quentin Dickinson) :

«Je comprends parfaitement et je suis favorable à la proposition du ministre Juppé. Donc je crois que c'est utile qu'on entreprenne quelque chose, qu'on ne laisse pas massacrer ce peuple. Donc de ce point de vue, je suis positive. En ce qui concerne une participation active sur le terrain, sur le sol rwandais, des soldats belges, je crois que ce n'est pas favorable. Après les événements des derniers mois, je ne crois pas que la Belgique est le mieux placé pour participer activement...Si une opération se fasse, il faut certainement que ce soit en accord avec l'Onu. »

P : Les combats ont repris même s'ils ont baissé d'intensité. L'accalmie n'aura duré que quelques heures. Une nouvelle rencontre entre le FPR et les FAR a été reportée à vendredi par le commandant adjoint de la Minuar, qui a déclaré avoir décidé ce report dans l'intérêt de la paix. Sachez qu'une émeute s'est produite dans un camp de réfugiés rwandais en Tanzanie. Les réfugiés du camp de Benako se sont rebellés et ont menacé de tuer des représentants d'organisations humanitaires étrangères qui avaient interdit l'entrée du camp à plusieurs Rwandais suspectés d'avoir perpétré des massacres. 50 étrangers, membres d'organisations humanitaires, ont décidé de quitter le camp après cette émeute. »

- Journaux Afrique du 17 juin 94 (1994 JAF 0168)

716/ Afrique matin (1994 JAF 0168 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le cessez le feu annoncé au sommet de l'Oua n'a pas tenu. Précisions de Paris sur une éventuelle intervention française. Ce sera une action humanitaire de courte durée avec le feu vert des Nations unies.

P : Aujourd'hui, nouvelle tentative de la Minuar pour évacuer plusieurs centaines de civils bloqués dans la capitale. Le commandant en second de la Minuar espère évacuer 4 000 personnes, Hutu et Tutsi confondus. Il aurait obtenu des assurances en ce sens, et de l'armée rwandaise et du FPR...

Itw d'Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères (France 2) :

Diffusée la veille au soir

Itw de Léo Delcroix, ministre belge de la Défense (Quentin Dickinson) :
Diffusée la veille au soir

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR :
« S'il y a des troupes françaises dans l'esprit qui a été décrit par le ministre français des Affaires étrangères, nous allons considérer ça comme une provocation et nous allons y répondre. S'ils viennent pour occuper le terrain, s'ils viennent sans nous consulter et si, comme cela s'annonce, ils viennent pour attaquer le Rwanda, nous sommes prêts à défendre le Rwanda. »

P : Une déclaration recueillie avant les précisions donc de M. Alain Juppé hier soir. C'est en Afrique que la proposition française rencontre le plus d'écho...

Itw du maréchal Mobutu, président du Zaïre, de Tunis (Assane Diop) :

Diffusée la veille à midi

Extrait diffusé :

« Moi personnellement, je crois qu'il y a deux choses. Ou bien les deux parties qui ont signé le cessez le feu agissent de manière honnête vis-à-vis d'eux-mêmes ou bien ils ne le seront pas et moi je crois qu'il n'y aura pas seulement la France, il y aura aussi d'autres Etats qui seront prêts à s'engager pour mettre fin à l'horreur. S'agissant de mon pays le Zaïre, qu'est-ce qu'on ne dit pas ? Je crois que si nous étions intervenus, la situation au Rwanda ne serait pas celle aujourd'hui que vous connaissez. »

717/ Afrique midi (1994 JAF 0168 C) - 17 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Le FPR a réussi la nuit dernière une opération commando au cœur de la zone gouvernementale à Kigali. Les rebelles ont libéré plusieurs centaines de civils réfugiés à l'intérieur de l'église de la Sainte Famille. Une opération qui a fait de nombreux blessés. En ce moment même, les miliciens hutus sont en train de lancer une opération de représailles contre les civils en majorité Tutsi qui avaient trouvé refuge à l'hôtel des Mille Collines. Le quotidien belge « Le Soir » affirme que deux soldats français auraient tiré les missiles qui ont abattu l'avion du président Habyarimana. Information démentie catégoriquement par le ministère français des Affaires étrangères. Pendant ce temps, la France continue ses démarches pour tenter de lancer une intervention au Rwanda.

Itw de Renaud Girard, envoyé spécial du Figaro à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« Cette nuit, vers 2-3 heures du matin, un commando du FPR de 30 hommes a réussi à s'infiltrer en plein centre ville, encore tenu par les forces gouvernementales et il s'est dirigé sur le centre paroissial de la Sainte Famille, là où il y a plusieurs centaines, même plusieurs milliers de réfugiés tutsis... Là ils ont fait sortir 600 Tutsi, tous les Tutsi qu'ils pouvaient faire sortir en vitesse et ils ont ouvert en plein centre ville un corridor vers le nord ouest de la ville et ils ont réussi à évacuer ces 600 civils... »

(Q. de C. B. : Est-ce que les miliciens ne risquent pas d'exercer des représailles contre les Tutsi qui restent à l'intérieur de cette zone ?)

Oui, justement. A l'instant même où je vous parle, on est très inquiet sur ce qui arrive au Mille Collines, où des miliciens se dirigent vers les Mille Collines. Des tirs ont déjà eu lieu. Des gens ont déjà été tués. Les forces de l'Onu font ce qu'elles peuvent mais elles sont complètement débordées. Les miliciens ou les forces gouvernementales n'ont aucun mal à les mettre à l'écart. Moi, je ne suis pas sur place. Je le vois de très loin. Je suis à 3-4 kilomètres de là. Les informations qu'on a par les talkies walkies des casques bleus sont très alarmantes. L'Onu redoute en ce moment même une action de représailles sur ces civils tutsis innocents. »

P : Les Nations unies annonce qu'un casque bleu a été tué et un autre grièvement blessé par l'explosion d'une grenade. L'incident a eu lieu à une vingtaine de kilomètres de Kigali, sur la route qui mène à Ruhengeri. Les casques bleus étaient en opération de reconnaissance. Renaud Girard nous le disait à l'instant, les casques bleus assistent impuissants au massacre des réfugiés des Mille Collines. Les pays de l'Union occidentale se réuniront cet après-midi à Bruxelles pour examiner la proposition française d'intervention militaire. Une intervention qui permettrait en quelque sorte de faire la soudure en attendant que se déploient enfin les 5 500 casques bleus... MSF demande aujourd'hui une intervention armée au Rwanda.

Itw de Philippe Biberson, président de MSF (Muriel Pomponne) :

« A notre avis, il faut une force armée qui puisse s'opposer aux gens qui massacrent. C'est effectivement une chose exceptionnelle de la part d'une organisation humanitaire. C'est en tout cas la première fois que MSF le fait. Nous sommes arrivés à la conclusion, qu'en présence d'un génocide, une organisation humanitaire ne pouvait rien faire et que pour faire cesser ce génocide, il fallait une intervention militaire. C'est pas une force d'interposition qui s'interposerait entre deux fronts... Aujourd'hui, la demande express que nous faisons, c'est de s'interposer dans un certain nombre d'endroits de Kigali, entre des gens qui errent à la recherche de gens à assassiner et des victimes potentielles, impuissantes et désarmées. Ca c'est une intervention disons de police que l'on conçoit de manière extrêmement limitée, qui pourrait mettre un terme aux massacres. La Minuar est sur place. Elle a le mandat. Elle n'a apparemment pas les moyens. Nous demandons à ce que, et ce n'est pas extraordinaire, ce n'est pas une armada que l'on demande, sans délai, ce contingent se voit donner les renforts et les moyens suffisants pour s'opposer aux massacres. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«Selon notre confrère « Le Soir » citant une source rwandaise, confirmée sur certains points par des militaires belges, l'avion du président Habyarimana aurait été abattu aux missiles Sol-air par deux militaires français du Dami, le détachement d'assistance militaire à l'instruction, deux militaires français au service des extrémistes hutus de la CDR. Toujours selon cette source, les deux militaires auraient mis des uniformes belges et auraient quitté le lieu du tir, tout près du camp de la Garde présidentielle de Kanombe, sous le regard de soldats de cette garde, ce qui expliquerait les représailles très cruelles le lendemain contre dix casque bleus belges. C'est absurde, répond le ministère des Affaires étrangères... L'état major français précise qu'il y a avait à Kigali, au moment de l'attentat du 6 avril, 25 militaires français, officiers et sous officiers du Dami faisant de l'assistance dans l'armée et la gendarmerie mais en aucun cas dans la Garde présidentielle. L'état major ajoute qu'il est difficile d'imaginer que des militaires français tirent sur un avion piloté par trois de leurs camarades de l'armée française, basés comme eux à Kigali. Peut-on à la fois reprocher à la France d'avoir soutenu Habyarimana et d'être à l'origine de son assassinat, demandent des responsables français qui s'interrogent sur la publication de cette enquête, au moment précis où la France propose de monter une opération armée à caractère humanitaire au Rwanda... Les rumeurs et contre rumeurs sont si nombreuses depuis deux mois que la prudence reste de mise. Selon les spécialistes, les missiles portables à infrarouge de type soviétique Sam, comme ceux qui ont sans doute été utilisés contre le Falcon d'Habyarimana, sont d'un emploi relativement facile. Rien n'interdit non plus à un soldat ou à un rebelle rwandais bien entraîné de les utiliser sans une main étrangère. »

718/ Afrique soir (1994 JAF 0168 C) - 17 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Combats et extrême nervosité à Kigali. Les pays européens ne sont pourtant pas décidés à intervenir. Seules la France et l'Italie se disent prêtes à envoyer des soldats au Rwanda.

P : Le cessez le feu conclu à Tunis n'est qu'un lointain souvenir...

Itw de Renaud Girard, envoyé spécial du Figaro à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« Ce matin, vers deux heures du matin, il y a eu une attaque d'artillerie du FPR contre l'église de la Sainte Famille... Ce tir d'artillerie était là pour masquer une opération commando extrêmement audacieuse...

(Q. de C. B. : Est-ce qu'il y a eu ensuite des représailles des miliciens ?)

Il y a ensuite en début d'après-midi une montée de groupes de miliciens surexcités vers l'hôtel des Mille Collines. A 2 heures de l'après-midi, on craignait vraiment que ces miliciens puissent pénétrer à l'intérieur de l'hôtel. Heureusement, grâce au sang froid d'officiers de la Minuar qui avaient avec eux des officiers des FAR, ces hommes ont pu ramener à la raison les miliciens. Les miliciens n'ont pas pénétré à l'intérieur de l'hôtel des Mille Collines. »

P : ... Les pays de l'UEO, l'Union de l'Europe occidentale, étaient réunis aujourd'hui à Bruxelles pour étudier la proposition française... Seule l'Italie a suivi la France...

Itw de Willem Van Eekelen, secrétaire général de l'UEO (Anne-Marie Mouradian) :

« Tout le monde était d'accord que la situation au Rwanda était terrible et qu'il faut voir si les pays européens peuvent faire quelque chose. L'UEO examinera dans quelle mesure elle pourrait coordonner des contributions supplémentaires des pays européens sous l'égide des Nations unies... »

P : Willem Van Eekelen qui précise qu'ils doivent refaire le point mardi prochain. La France présentera au début de la semaine prochaine à New York un projet de résolution visant à obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité... En Afrique, le président du Bénin annonce qu'il appuie totalement l'idée française d'envoyer des troupes au Rwanda pour mettre fin aux massacres. Quant au Premier ministre mauricien, reçu ce matin par Edouard Balladur, il annonce que son pays soutient l'initiative française... L'opposition burundaise, de son côté, estime, je cite, qu'un pays aussi impliqué que la France dans la tragédie rwandaise devrait s'interdire toute intervention directe. Dernière réaction, celle de la Fédération internationale des droits de l'homme, son président Daniel Jacobi stigmatise, je le cite, une politique française qui a été pendant vingt ans contestable et même détestable au Rwanda. Ce la dit, Daniel Jacobi soutient l'initiative française. « Il est bien tard, dit-il, mais mieux vaut tard que jamais »... MSF affirme que le camp de Benako est devenu une véritable base arrière des milices progouvernementales. Résultat tout le personnel militaire a dû l'évacuer.

Itw de Philippe Biberson, président de MSF (Muriel Pomponne) :

« Ce camp est tombé sous contrôle de responsables politiques, qui sont ceux qui étaient les responsables politiques au Rwanda, et qui ont un contrôle total sur cette population... Aujourd'hui, l'accès au camp, l'accès aux réfugiés, pour des raisons de sécurité n'est pas possible. On a été menacés... Les responsables qui animent ces camps ont fait passer le message... que l'aide internationale est partielle, qu'elle est pro-Tutsi, pour faire simple... »

P :... Les autorités belges ont immédiatement précisé que la thèse du journal « Le Soir » n'avait pas été retenue par leur commission d'enquête.

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, à Abidjan (Jean Karim Fall) :

«... Toutes ces rumeurs sont évidemment sans fondement. Je regrette qu'on porte de telles accusations en les mettant au conditionnel. Ou bien on est sûr de soi et on apporte des preuves, ou bien on n'est pas sûr et on se tait.»

- Journaux Afrique du 18 juin 94 (1994 JAF 0169)

719/ Afrique matin (1994 JAF 0169 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Les pays européens toujours aussi peu enthousiastes à suivre la France dans son idée d'intervention humanitaire, à l'exception toutefois de l'Italie. Hier, à Kigali, audacieux coup de force du FPR, qui a réussi à libérer 600 personnes bloquées dans la capitale.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« ... Le FPR de Paul Kagame a donc réussi une infiltration spectaculaire en zone ennemie, qui montre sa maîtrise de la guérilla urbaine. Mais plusieurs centaines de réfugiés tutsis sont toujours bloqués en zone gouvernementale. »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, à Abidjan (Jean Karim Fall) :

« Quand on dit opération militaire, je voudrais bien préciser les choses. Il y aura certes des soldats, comme il y a des soldats sous le drapeau des Nations unies quand des casques bleus se déploient, mais il ne s'agit pas d'une opération de conquête ou de reconquête ou d'intervention militaire. Il s'agit d'une opération humanitaire avec protection de forces pour sauver des populations. Voilà de quoi il s'agit et de rien d'autre. J'espère qu'on nous comprendra. Je voudrais indiquer que tel que nous concevons cette opération, les besoins nécessaires se situent entre 1 000 et 2 000 hommes et guère plus. Ce n'est donc pas une opération qui soit hors de portée. »

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« Les ambassadeurs de l'UEO, qui regroupe les Douze de l'Union européenne moins l'Irlande et le Danemark, n'ont donc pas pu se mettre d'accord vendredi sur le

principe d'une intervention au Rwanda. Un nouveau rendez-vous a été fixé pour mardi prochain... »

Itw de Bernard Granjon, président de Médecins du monde (Eric Bataillon) :
«Je crois qu'il ne faut pas avoir peur de mettre des armes pour obtenir la paix. Mais à la condition que ce ne soit pas la France qui fasse cette intervention. Je crois qu'il faut que ce soit sous l'angle de la Minuar, par le biais de la Minuar. Et je crois que la France a à infléchir profondément sa politique, d'un part en prenant ses distances avec les assassins qu'elle a soutenus, c'est-à-dire l'ancien gouvernement dont les milices sont responsables de la quasi totalité ou de la totalité des massacres qui ont fait entre 200 et 500 000 morts. Nous sommes sur le terrain depuis 14 mois, nous pouvons en témoigner. Deuxièmement, que la France favorise la constitution d'une commission d'enquête internationale, d'un tribunal international et qu'elle favorise le jugement et le punissement des coupables. Et troisièmement, qu'elle prenne contact avec les forces d'opposition à ces assassins, qui est la seule manière d'avoir une chance de reconstruire le Rwanda, qui ne pourra pas se reconstruire avec les criminels d'hier restés impunis. »

720/ Afrique midi (1994 JAF 0169 B) - 18 juin 1994

P = Dalila Berritane

T = La Minuar effectue en ce moment même l'évacuation de plusieurs centaines de civils bloqués par les combats à Kigali. Une trêve semble donc être observée dans la capitale rwandaise pour permettre cette évacuation. Ce matin, François Mitterrand a déclaré que la France devait, sans même attendre un mandat des Nations unies, se rendre au Rwanda pour une mission humanitaire. Pour le moment, la proposition française n'a pas reçu l'aval de l'Onu. Les pays européens sont réticents. Quelques pays africains, eux, auraient déjà répondu oui à la France.

Itw de Renaud Girard, envoyé spécial du Figaro à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

«En ce moment même où je vous parle, l'Onu est en train d'organiser leur évacuation vers une zone FPR, donc recommencer ce qui avait été fait il y a huit jours. Pourquoi ? Parce que l'hôtel était évidemment vide après la première évacuation mais tous les Tutsi qui étaient cachés dans les double toits des maisons, cachés souvent par des voisins hutus compatissants. Tous ces Tutsi sont allés remplir à nouveau l'hôtel des Mille Collines. Et c'est ceux là qui sont en train d'être évacués. J'en ai rencontrés. Ils m'ont dit qu'ils estimaient être des miraculés, que selon eux seulement 2 ou 3 % de la population tutsie de la capitale aurait survécu. Ils ont rendu très souvent hommage à leurs voisins hutus, des amis hutus qui les ont protégés.

Sans le soutien de familles hutues qui vous cachaiient, vous n'aviez absolument aucune chance de survivre dans la capitale du Rwanda. »

P : Hier, on a eu très peur pour ces réfugiés quand des miliciens hutus ont voulu se venger sur eux de l'attaque d'un commando du FPR...

Suite de l'itw de Renaud Girard, envoyé spécial du Figaro à Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« En représailles, des miliciens se sont dirigés vers l'hôtel des Mille Collines où il y a 300 à 400 réfugiés tutsis. Ils ont essayé de pénétrer dans l'hôtel... C'est alors qu'alertée par l'Onu, l'armée rwandaise a eu une attitude très responsable. Elle a réussi à arrêter les miliciens, à leur prêcher la raison et à les faire sortir de l'hôtel. Simplement, nous sommes inquiets sur le sort de six personnes, quatre femmes et deux enfants, qui auraient été enlevés par les miliciens, parce qu'on ne les a plus revus à l'hôtel. Mais voilà. C'était extrêmement limite. C'était vraiment au dernier moment. Les miliciens étaient déjà dans l'hôtel. Ils pouvaient se préparer à massacrer lorsque l'armée rwandaise est intervenue. »

P : Paris attend toujours l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. Un projet de résolution en ce sens doit être présenté la semaine prochaine devant les Nations unies...

Itw de François Mitterrand lors d'un colloque de l'Unesco :

« On ne peut plus attendre. On le voit bien. Il reste des hôpitaux, des églises, quelques lieux, quelques sites, où tout n'a pas été massacré. Il y a donc une extrême urgence, qui a chargé M. le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, de rendre compte que la France était prête sans attendre l'arrivée de la force des Nations unies, à envoyer, avec ceux de ses partenaires européens ou africains qui le voudraient, une force de protection militaire, destinée à assurer la sécurité des populations civiles qui ont échappé à l'extermination. Cela se met en train. C'est désormais une affaire d'heures et de jours. Nous en sommes là. Je dois dire que deux ou trois pays africains ont répondu favorablement. J'attends encore les réponses fermes de pays européens. Quoi qu'il en soit, nous le ferons. Je le répète, chaque heure compte. »

P : Le FPR s'est dit violemment opposé à l'intervention même humanitaire de la France au Rwanda... Les Américains ont fait savoir qu'ils soutenaient le projet.

Corr. de Marie-France Chatain de Washington :

«... A Washington, le Département d'Etat se dit prêt à soutenir le plan français d'intervention humanitaire au Rwanda. Le vote américain semblerait donc acquis au sein du Conseil de sécurité. D'ailleurs, il ne pourrait guère en être autrement à en

juger par les critiques dont le président Bill Clinton est la cible. Le chef de la Maison blanche se voit reprocher depuis plusieurs jours d'avoir agi trop tard et insuffisamment pour empêcher le massacre rwandais. Reste à savoir ce que l'administration américaine, qui a déjà fourni cette année plusieurs millions de dollars d'aide au Rwanda et qui s'apprête à envoyer du matériel militaire aux forces de l'Onu, est prête à faire. La question étant celle d'un engagement pour l'envoi de troupes... »

Invité : Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (Jean Karim Fall) :

« Nous avons très clairement dit que notre intervention devait avoir le feu vert des Nations unies... M. Boutros-Ghali m'a confirmé son soutien. Nous sommes en train de voir quel type de résolution du Conseil de sécurité pourrait donner mandat à des Etats membres d'intervenir pour sauver les populations puisque c'est de cela et de seulement cela qu'il s'agit... Nous sommes en train de voir maintenant quelles sont les modalités concrètes d'une opération qui doit être limitée dans le temps, qui doit avoir des objectifs précis, qui a une finalité exclusivement humanitaire. Il s'agit de sauver des populations dont nous savons qu'elles peuvent être exterminées dans les jours qui viennent et qui doit se faire avec la participation de plusieurs pays, parce que pour lever toute ambiguïté, la France ne souhaite pas y aller seule.

(Q. de J.-K. F. : Le FPR récuse toute présence française au Rwanda, est-ce que cela peut vous amener à modifier votre détermination à intervenir ?)

Non cela ne modifie pas notre détermination. Seulement ce que nous souhaitons faire c'est convaincre le FPR de nos intentions. Je conçois que chez certains extrémistes, il y ait la volonté de régler le problème par une victoire militaire totale. Sur le terrain, ça ne règlera rien. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre un processus de réconciliation et de partage du pouvoir permette aux Hutu et aux Tutsi de vivre ensemble au Rwanda, comme la France avait essayé de l'obtenir avec les accords d'Arusha...

(Q. de J.-K. F. : Vous avez déclaré au journal « Libération » que vous seriez favorable à un jugement des responsables de ce génocide. Est-ce que vous êtes favorable à un tribunal international ?)

Il faudra sans doute instituer un tribunal de ce type. Il est exclu que demain lorsqu'on va se remettre autour de la table pour chercher un règlement de paix parce qu'il faudra bien y venir, à un moment ou un autre, on remette en selle des extrémistes qui ont du sang sur les mains. Ceux là, il faudra les identifier et les punir.

(Q. de J.-K. F. : Beaucoup d'observateurs estiment que les extrémistes hutus sont à l'origine de ce génocide. Vous partagez cet avis là ?)

Il est incontestable qu'au lendemain de la mort du président Habyarimana qui avait su, lui, pendant des années, maintenir l'équilibre et qui s'était prêté au processus d'Arusha, il est incontestable que les extrémistes de son camp, les milices qui se sont constituées ont déclenché des massacres que j'ai moi-même qualifié, il y a plusieurs semaines de génocide, au sens étymologique du terme... Qu'il y ait eu ensuite, au fur et à mesure de l'avancée des troupes FPR, également des massacres de l'autre côté, c'est également évident.

(Q. de J.-K. F. : Vous avez toujours déclaré dans « Libération » que la politique française au Rwanda n'a pas toujours été infaillible. Aujourd'hui, avec un peu de recul, sur quel point exactement estimez-vous que la France a commis des erreurs ?)

Qui peut se prétendre infaillible ? Plutôt que de souligner les erreurs, je voudrais souligner ce que nous avons essayé de faire au Rwanda. J'en parle d'autant plus librement que pour partie cela remonte à une période antérieure, à avril 93. Notre objectif, je l'ai dit, a été la réconciliation et le partage du pouvoir. Nous avons essayé de faire travailler ensemble les modérés hutus et les modérés tutsis. Nous avons réussi en juillet 1993, à Arusha, un accord a été conclu. A l'époque, le FPR a apposé sa signature. Il ne pensait donc pas à l'époque que cet accord était déséquilibré, injuste ou que c'était une machine de guerre montée par la France contre son camp, puisqu'il a signé. Ca s'est mis en route d'ailleurs. Nous avons maintenu le contingent que nous avions à l'époque jusqu'à ce que les forces des Nations unies arrivent. Et jusqu'à l'assassinat du président Habyarimana, on pouvait penser que ça allait réussir. Cet attentat, hélas, a tout cassé et a déclenché la folie meurtrière. Voilà ce que la France a fait. Sans doute aurions pu nous faire mieux. Il y a ces massacres, c'est pour cela que j'ai dit que nous n'étions pas infaillible. Mais en tout cas, je ne peux pas accepter le reproche de partialité, de menée de la France pour un camp contre l'autre. Ce n'est pas cela qui s'est passé. Ce que nous avons essayé de faire, je le répète, c'est de faire vivre ensemble des populations qui devront vivre ensemble, un jour ou l'autre. »

721/ Afrique soir (1994 JAF 0169 C) - 18 juin 1994

P = Yves Rocle

T = La force de protection humanitaire pourrait intervenir dès la semaine prochaine au Rwanda. C'est en tout cas une question de jours, selon les propres termes du président Mitterrand. Les responsables de l'action humanitaire française sont déjà à Kigali. Ils mettent en place des convois de camions pour ravitailler la population.

P : Le Rwanda menacé d'une famine de grande ampleur selon le PAM... Quelques 800 personnes des deux camps ont été évacuées par la Minuar aujourd'hui...

Itw de François Mitterrand lors d'un colloque de l'Unesco :
Diffusée à midi

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« L'objectif français, c'est de monter très vite une première opération militaire internationale à but uniquement humanitaire, en attendant la mise en place de la seconde opération, c'est-à-dire le renforcement de la Minuar par des contingents

africains... Cette première opération, Alain Juppé vient de le dire à Dakar, pourrait avoir lieu dans le courant de la semaine prochaine, juste après le feu vert que la France attend du Conseil de sécurité lundi prochain à New York. Toujours selon Alain Juppé, cette opération nécessiterait le déploiement de 1000 à 2000 hommes. Comme vient de le dire le ministre de la Défense, François Léotard, les Français ne veulent pas y aller seuls. Ils souhaitent être accompagnés d'autres Européens, les Italiens semblent d'accord, et de 2 ou 3 contingents africains, le Sénégal a déjà dit oui... Le bureau de Bruxelles du FPR vient même de lancer un appel à la mobilisation générale contre, ce qu'il appelle, le sinistre plan de la France... »

Itw de Gérard Larome, directeur de la cellule d'urgence du ministère de l'Action humanitaire, de Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« Nous avons réussi à mener l'ouverture d'un couloir humanitaire venant de la frontière ougandaise jusqu'à Kigali, via Byumba. J'ai trois camions ce soir qui attendent à Byumba. J'ai eu l'accord de la force militaire concernée pour les escorter demain matin sur Kigali même... Nous irons d'abord vers les orphelins et puis vers les populations les plus en détresse. Il est clair que l'aide humanitaire s'adresse aux deux parties au conflit. Je l'ai expliqué aux forces en présence. Et je pense que nous réussirons ainsi à ouvrir un couloir qui se répétera, je l'espère, deux fois par semaine, donc 4 à 6 camions par semaine. Et nous aurons ainsi un couloir routier. »

Invité : Gérard Larome, directeur de la cellule d'urgence du ministère de l'Action humanitaire

Itw de Gérard Larome, directeur de la cellule d'urgence du ministère de l'Action humanitaire, de Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« ...

(Q. de C. B. : Cela dit vous avez réussi à mettre en place un couloir humanitaire. C'est déjà un premier succès. Est-ce que cela veut dire que vos rapports avec le FPR de Paul Kagame sont bons ?)

En ce qui me concerne, en tant qu'individu menant une action humanitaire, oui. Il est d'ailleurs entouré d'un médecin qui a fait ses études en France et qui est une personne avec laquelle j'ai eu plus de deux heures de discussion. Le général lui-même, nous l'avons rencontré très longuement, pas à Kigali même. Nous avons monté cette opération dans un parfait esprit de collaboration, après avoir vaincu quelques réticences initiales...

(Q. de C. B. : Est-ce que vous avez pu chiffrer le nombre de personnes qui sont encore à sauver à l'intérieur de Kigali ?)

Le délégué du PAM... estime qu'il y a, en population en détresse, encore 15 000 personnes dans l'environnement immédiat ou à l'intérieur de Kigali. C'est une estimation... Nous devons aller à Nyamirambo, c'est zone rouge comme on me l'explique ici. Et le lieutenant qui m'accompagnait m'a bien expliqué que c'était soumis aux tirs directs d'obus que nous entendions. Nous n'avons pas pu aller à Nyamirambo, du moins aujourd'hui... »

- Journaux Afrique du 19 juin 94 (1994 JAF 0170)

722/ Afrique matin (1994 JAF 0170 A)

P = Danielle Lefèvre

T = L'intervention humanitaire française se précise. Selon Matignon et l'Élysée, les moyens nécessaires vont être envoyés aux frontières du pays... Le Sénégal s'associera à l'opération.

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Aucune précision n'a été fournie sur ce que seront ces moyens nécessaires, ni où précisément ils seront envoyés. Mais cette décision pourrait bien ressembler à un positionnement de forces, qui seraient ainsi prêtes à intervenir dès que le Conseil de sécurité aura donné son feu vert à l'opération. Pour Paris, dont le but est strictement humanitaire, l'opération nécessite entre 1 000 et 2 000 hommes... Le bureau de Bruxelles du FPR vient même de lancer un appel à la mobilisation générale contre, ce qu'il appelle, le sinistre plan de la France. Or, à l'heure actuelle, les rebelles contrôlent les deux tiers du pays et encerclent Kigali, la capitale. »

Corr. de Nicolas Balique de Dakar :

« Selon M. Juppé qui s'exprimait à sa sortie d'audience avec le président Abdou Diouf, la France a réveillé la conscience internationale et le Sénégal a donné l'exemple... On avait parlé il y a quelques semaines de 800 hommes. Il semble selon certaines sources que 300 soldats sénégalais pourraient être dans un premier temps être mobilisés dans des délais très brefs afin de renforcer les effectifs de la Minuar... »

P : La Côte d'Ivoire a fait savoir hier qu'elle apportait un appui total à l'initiative française mais qu'elle n'y participerait pas matériellement... Le FPR, dans un communiqué, a appelé à la mobilisation générale contre la France, invitant les pays africains qui veulent suivre Paris à trouver un autre moyen que le sang des Rwandais pour régler leur dette à la France, fin de citation. Le FPR, qui affirme par ailleurs, qu'il peut lui-même assurer la protection de civils en prenant le contrôle de l'ensemble du territoire rwandais. La Minuar a pu reprendre ces opérations d'évacuation... Entre 300 et 400 personnes ont pu quitter la ville. L'opération doit en principe se poursuivre aujourd'hui...

Itw de Gérard Larome, directeur de la cellule d'urgence du ministère de l'Action humanitaire, de Kigali (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« Il est clair que l'aide humanitaire s'adresse aux deux parties au conflit. Je l'ai expliqué aux forces en présence. Et je pense que nous réussirons ainsi à ouvrir un couloir qui se répétera, je l'espère, deux fois par semaine, donc 4 à 6 camions par semaine. Et nous aurons ainsi un couloir routier.

(Q. de C. B. : Ce seront des camions de vivres ?)

Tout à fait. Il s'agit de nourriture... »

P : Ce couloir humanitaire part donc de Kabale en Ouganda. Kabale, c'est aussi là que sont installés les observateurs de l'Onu, qui veillent entre autres à ce qu'il n'y ait pas de trafics d'armes entre l'Ouganda et le Rwanda.

Corr. de Jean Hélène de Kabale :

« 80 observateurs pour contrôler 170 kilomètres de frontière, la mission des Nations unies a beau patrouiller en permanence sur le terrain avec postes de contrôle fixes et itinérants, la frontière est loin d'être hermétique. D'autant que les observateurs sont parfois confrontés à ce qu'ils appellent des délais de procédure. Ils doivent attendre plusieurs jours l'aval de l'armée ougandaise pour inspecter telle ou telle zone. Ce genre de contretemps laisse soupçonner à tort ou à raison une éventuelle connivence entre Kampala et les chefs du FPR. Pour l'instant, les milieux diplomatiques de la capitale regrettent que l'état major ougandais n'est pas jugé bon de montrer sa bonne volonté en verrouillant la frontière rwandaise. Les officiels onusiens qui n'ont pas constaté de transferts d'armement depuis leur arrivée estiment toutefois que le FPR a accumulé un impressionnant arsenal au Rwanda entre octobre 90, le début de la guerre civile, et leur arrivée en août 93. Mais pour ce qui est des munitions, qui commencent sans doute à s'épuiser après sept semaines de conflit, le FPR a su mettre en place des circuits clandestins, qui ne souffrent pas de l'embargo qui touche les forces régulières rwandaises. »

723/ Afrique midi (1994 JAF 0170 B) - 19 juin 1994

P = Dalila Berritane

T = Les combats ont repris ce matin à Kigali. Le FPR a bombardé plusieurs installations militaires gouvernementales. La France n'abandonne pas l'idée d'une intervention humanitaire au Rwanda. Paris vient de déposer un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'Onu. La France demande l'autorisation d'intervenir en attendant un renfort des Nations unies sur place. De son côté, le FPR s'opposera à l'arrivée des Français.

P : ... L'objectif, semble-t-il, est de s'emparer des hauteurs stratégiques du mont Kigali, où le FPR pourra bombarder le camp Kigali, la plus grande base militaire

encore aux mains des FAR. L'envoyé spécial du Figaro, Renaud Girard, nous raconte les combats.

Itw de Renaud Girard, envoyé spécial du Figaro à Kigali (Dalila Berritane) :

« ... Le FPR continue sa tactique du grignotage. Mais ce matin, c'est un grignotage musclé. Vous savez que le FPR ne veut pas d'une offensive générale parce que, comme l'a expliqué avant-hier Paul Kagame son leader, il veut épargner ses hommes au maximum. C'est une guérilla qui compte seulement 20 000 hommes. Mais aujourd'hui, le FPR pousse ses avantages. Pourquoi ? Parce qu'il redoute l'arrivée des Français, il redoute un scénario comme celui qui avait eu lieu en octobre 90, où l'intervention de l'armée française avait empêché le FPR de prendre Kigali. Aujourd'hui, la guérilla contrôle les deux tiers du pays. La guérilla est tout autour de la capitale. Elle détient l'aéroport. Elle voudrait prendre Kigali et le reste du pays. Elle a très peur qu'une intervention française l'empêche d'avoir une victoire définitive.

(Q. de D. B. : Est-ce que pour vous le FPR peut prendre Kigali en 24h ou en 48 h, avant l'arrivée des Français ?)

Non je ne pense pas que le FPR puisse prendre Kigali en 24 ou 48 h parce qu'il reste encore quelques régiments de paracommandos rwandais relativement déterminés, qui sont aussi avec les miliciens... La tactique du FPR serait d'obtenir une sorte de reddition « dans l'honneur » de l'armée pour ensuite investir la ville et la nettoyer de ses milices. »

P : ... Beaucoup de questions se posent concernant cette intervention française. La première combien d'hommes, la seconde quand et la troisième où.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Combien d'hommes ? ... Sans doute dans un premier temps, 1 000 fantassins appuyés par des hélicoptères de combat. Des Français, 2 à 300 Sénégalais, peut être des Italiens... Quand ? Après le vote favorable du Conseil de sécurité de l'Onu... Ce sera donc probablement en milieu de semaine. Où ? C'est la question la plus difficile. Vous savez que les rebelles sont hostiles à l'arrivée de cette force. Il sera donc difficile pour les Français d'atterrir sur l'aéroport de Kigali qui est précisément sous contrôle FPR. C'est pourquoi Paris semble envisager d'arriver par voie terrestre... Quel sera ce pays voisin par où transitera cette force ? L'Ouganda semble exclu à cause de ses liens avec le FPR. Reste le Zaïre, la Tanzanie et le Burundi. Le Burundi étant néanmoins un terrain difficile en raison des tensions ethniques qui y règnent. »

P : Le commandant de la Minuar indiquait ce matin qu'il préparait le terrain pour recevoir les forces françaises par des reconnaissances.

Itw de Paul Kagame (Christophe Boisbouvier) :

« Nous avons l'intention de nous opposer à l'intervention française par tous les moyens disponibles et cela à cause du rôle que les Français ont joué au Rwanda. Nous pensons qu'ils veulent venir pour d'autres raisons que celles qu'ils avancent et que les Nations unies sur place sont capables de remplir la mission que les Français veulent mener. L'intervention des Français provoquera une escalade du conflit. Ils disent que ce sont les forces gouvernementales et les milices qui massacrent les civils mais ils ont soutenu le prétendu gouvernement intérimaire, responsable de tous ces massacres. Ils veulent donc venir pour protéger ces forces là. »

P : La France a dépêché son ambassadeur au Rwanda dans le nord-est du pays. Jean-Michel Marlaud devrait rencontrer les rebelles du FPR. En tout cas, c'est la mission qui lui a été assignée.

- Journaux Afrique du 20 juin 94 (1994 JAF 0171)

724/ Afrique midi (1994 JAF 0171 C)

P = Donaig Le Du

T = Le gouvernement français multiplie les efforts pour mettre sur pied une intervention au Rwanda. Mais les oppositions à ce projet se multiplient.

P : Les combats très violents se poursuivaient à Kigali ce matin. Le FPR semble avoir intensifié ses attaques ces derniers jours... Pendant ce temps, la France continue ses efforts pour tenter de monter une intervention militaire au Rwanda...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« On connaissait déjà le non du FPR à la France. Voici maintenant le non de Faustin Twagiramungu. Sa prise de position est importante car il est le Premier ministre de transition désigné par les accords d'Arusha et donc aujourd'hui l'une des dernières autorités légitimes du Rwanda. D'autres voix africaines se font entendre contre une intervention française au Rwanda. Au Zaïre, l'opposition d'Etienne Tschisekedi accuse la France de vouloir remettre en selle le maréchal Mobutu, partenaire obligé de Paris si les troupes françaises doivent transiter par les bases aériennes zaïroises de Goma ou de Bukavu. En Afrique du sud, monseigneur Desmond Tutu craint que les Français ne rencontrent l'hostilité de beaucoup de Rwandais et estime que Paris devrait aider à financer une force d'intervention plutôt que d'envoyer sur place des soldats. Alors face à ce front du refus, la France ne se résigne pas. Elle compte beaucoup sur un vote favorable des Nations unies, peut être ce soir, peut être demain soir, pour convaincre notamment Sénégal, Congo et Ghana, pourquoi pas Italie, de

s'associer à cette force humanitaire. Elle ne désespère pas non plus de convaincre le FPR d'infléchir sa position. C'est le sens de la mission de l'ambassadeur Jean Michel Marlaud en zone rebelle. Une mission très délicate. »

P : Paul Kagame déclarait hier qu'il n'avait pas l'intention de rencontrer l'ambassadeur français.

Invité : Faustin Twagiramungu, Premier ministre rwandais désigné par les accords d'Arusha.

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné, du Canada (Assane Diop) :

«Ma position est très claire. J'imagine que c'est la position de la plupart des Rwandais. Etant donné l'implication de la France dans le conflit rwandais depuis 1990 jusqu'à la signature de l'accord de paix, la France ne devrait pas intervenir même si la résolution est présentée devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Deuxièmement, vous savez vous-même qu'il existe la Minuar 2, conformément à la résolution des Nations unies 918. Cette résolution devrait être mise en application. Ce que l'on pourrait demander à la France plutôt, c'est de fournir les matériels

logistiques afin que les 5 500 troupes qui ont été acceptées puissent être au Rwanda. **(Q. d'A. D. : Autrement dit, même si les Nations unies votent la résolution française..., vous vous ne voulez pas entendre de présence de troupes françaises, physiquement ?)**

Absolument pas. Je crois qu'il y a d'autres pays qui seraient intéressés à venir. Les pays de l'Union européenne, il y en a. D'autres pays occidentaux comme le Canada. Mais parmi les pays européens, nous pouvons citer la Hollande, l'Italie et bien d'autres pays neutres dans le conflit rwandais. Mais étant donné l'implication de la France dans ce conflit, j'imagine qu'il faudrait que la France puisse faire cette suggestion mais s'abstenir de l'intervention quelle qu'elle soit.

(Q. d'A. D. : Est-ce que la proposition française ne répond pas à une urgence ?)

Nous ne nions qu'il est important d'intervenir pour des besoins humanitaires. Mais que la France prenne cette initiative, il y a quand même certaines clarifications qui doivent être faites. Et surtout, nous craignons que cela puisse nous attirer d'autres ennuis, que cela puisse nous conduire vers un conflit plutôt régional.

(Q. d'A. D. : Est-ce que vous pensez que ce n'est pas négociable ? Est-ce que vous ne pensez pas que si vous rencontrez des responsables français, est-ce que vous ne pourrez pas revenir sur cette position ?...)

Ce que nous refusons aussi, c'est que la France prend de telle décision sans consulter qui ce soit. Nous pensons que nous sommes des responsables pour notre pays. Alors s'il faut que des décisions soient prises, il faudrait tout de même nous consulter...

(Q. d'A. D. : La France mène en ce moment des consultations auprès du FPR et semble aussi près à le faire auprès du gouvernement né des accords d'Arusha... Est-ce que, éventuellement au cours de négociations, vous pourriez revenir sur votre position ?)

Je n'ai pas été consulté et je ne crois pas que je puisse revenir sur cette décision ou cette position sans que je sois au courant de ce qui s'est passé. Alors il n'y a pas que

le FPR, que le MRND qui doivent être consultés, nous sommes aussi une force politique, réunissant les partis qui ont participé à l'accord de paix. Alors il faudrait que nous sachions ce que la France fait...

(Q. d'A. D. : Donc vous ne voulez pas de la solution française. Il faut attendre éventuellement que d'autres pays veulent s'impliquer dans cette action militaire ou pour composer la force de 5 500 militaires. Bref, en dehors de ces propositions aléatoires, qu'est-ce que vous proposez immédiatement pour que cesse le bain de sang ?)

Premièrement, la Minuar 2 ayant été accepté..., la France devrait plutôt influencer les autres pays à fournir les moyens logistiques afin que les pays africains qui ont accepté d'envoyer les troupes puissent le faire immédiatement... »

725/ Afrique soir (1994 JAF 0171 D) - 20 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Boutros Boutros-Ghali demande au Conseil de sécurité d'entériner le projet de déploiement d'une force humanitaire sous commandement français...

Direct avec Pierre Cayrol de Washington :

« C'est un formidable allié qu'a trouvé la France en M. Boutros-Ghali. Ce dernier a adressé au Conseil de sécurité une lettre de soutien à l'initiative française. Comme principal argument, M. Boutros-Ghali insiste sur l'urgence à envoyer des troupes tout de suite au Rwanda, comme le demande la France, car rappelle-t-il, les 5 500 casques bleus prévus n'ont toujours l'équipement nécessaire et ils mettront encore plusieurs semaines à parvenir sur place. Il y a donc un vide militaire pour protéger le Rwandais, un vide qu'il faut combler. Dans sa lettre, M. Boutros-Ghali défend d'autre part la proposition française d'inscrire la force d'interposition dans le cadre du chapitre 7 de la charte de l'Onu, c'est-à-dire que les troupes sous commandement français envoyées au Rwanda seront autorisées à employer la force si nécessaire. Donc vous le voyez, M. Boutros-Ghali défend sans ambiguïté la position française. Il y a un point néanmoins sur lequel le secrétaire général et Paris diffèrent. C'est celui de la durée de la mission de la force d'interposition. Les Français parlent de 4 à 6 semaines, alors que M. Boutros-Ghali envisage une durée de 3 mois.

(Q. d'Y. R. : Avec ce soutien de Boutros-Ghali, les membres du Conseil de sécurité vous semblent-ils plutôt favorables ou plutôt défavorables à ce projet français ?)

Les choses peuvent changer. Mais selon les diplomates que j'ai pu joindre aujourd'hui, franchement le texte de la France devrait être voté demain et facilement. Les Etats-Unis notamment ont annoncé qu'ils adopteront le texte... Une force de 2 000 hommes qui pourraient arriver dès le courant de cette semaine ou, en tout cas, aux frontières de ce pays. »

P : ... A priori, l'envoi des troupes devraient se faire à partir de la Centrafrique... Les hommes venus vraisemblablement du Gabon, de la Côte d'Ivoire et de Djibouti devraient partir de Bangui en direction de la Tanzanie ou du Zaïre et, à partir de là, ils devraient se déployer dans les zones où les populations essentiellement tutsies sont menacées...

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné, du Canada (Assane Diop) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

«Ma position est très claire. J'imagine que c'est la position de la plupart des Rwandais. Etant donné l'implication de la France dans le conflit rwandais depuis 1990 jusqu'à la signature de l'accord de paix, la France ne devrait pas intervenir même si la résolution est présentée devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Deuxièmement, vous savez vous-même qu'il existe la Minuar 2, conformément à la résolution des Nations unies 918. Cette résolution devrait être mise en application. Ce que l'on pourrait demander à la France plutôt, c'est de fournir les matériels logistiques afin que les 5 500 troupes qui ont été acceptées puissent être au Rwanda. »

Pap. de Pierre Benoit :

«Après les combats intenses de dimanche et lundi matin, les belligérants ont observé une trêve de quelques heures à Kigali. Court répit pour permettre aux Nations unies de reprendre l'évacuation des civils, toujours selon le même principe de l'échange. Cette fois, le double mouvement a eu lieu à partir de l'église de la Sainte Famille et de l'hôpital du CICR. Cet hôpital situé en zone gouvernementale était régulièrement bombardé par le FPR et la situation y était intenable. Le CICR a donc transféré 107 blessés de son hôpital vers celui du roi Fayçal en zone rebelle. L'opération a eu lieu à l'aide d'un camion semi-remorque au moment même où une roquette s'écrasait à 15 mètres du véhicule. Deuxième opération, celle de l'église de la Sainte Famille, toujours en zone gouvernementale. Dans cette église, rapporte Annie Thomas, l'envoyée spéciale de l'Afp, règne l'enfer. Une odeur de mort. Du sang séché sur l'herbe derrière les grilles. Des réfugiés qui attendent dans l'angoisse qu'on appelle leur nom pour être évacués. Après l'opération commando du FPR qui a libéré 600 personnes du centre Saint Paul tout proche à la fin de la semaine dernière, les représailles des milices sur les jeunes tutsis de l'église ont été terribles. Un rescapé parle de 63 victimes. »

- Journaux Afrique du 21 juin 94 (1994 JAF 0172)

726/ Afrique matin (1994 JAF 0172 A)

P = Philippe Leymarie

T = Un accueil mitigé aux Nations unies pour la proposition française. Elle ne sera pas adoptée avant demain. Sur le terrain, à Kigali, les casques bleus ont pu évacuer 350 civils bloqués dans des zones de combat.

P : La scène se passait hier à Kigali. Des groupes de miliciens Interhamwe étaient regroupés autour de l'église de la Sainte Famille, où sont réfugiés plus de 2 000 Tutsi. Ils insultaient et menaçaient les personnes évacués à bord des camions de l'Onu... Les gendarmes et les casques bleus ont du intervenir pour repousser la foule qui tentaient de s'approcher de ces camions...

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

« Il y a eu des grincements de dents hier au Conseil de sécurité qui étudiait en consultation le projet de résolution français. Ce texte cependant devrait être voté sans trop de difficultés. Mais en raison de la mauvaise humeur exprimée par certaines délégations, il devrait être adopté, non pas aujourd'hui comme prévu, mais demain mercredi. Histoire pour les réfractaires de marquer le coup. Au nombre des pays qui ont émis des réserves, le plus important est la Russie, qui souhaiterait que la France réponde à une demande de toutes les parties rwandaises, ce qui ne semble pas être le cas. De leur côté, plusieurs pays non alignés ont également exprimé des doutes, à l'instar de la Nouvelle Zélande. Ces pays se sont demandés pourquoi la France ne mettait pas ses troupes à la disposition des Nations unies au lieu de vouloir faire cavalier seul à la tête d'une mini coalition. Le projet de résolution français a donc été l'objet de réserve hier au Conseil de sécurité. Mais encore une fois, rien ne devrait empêcher le texte d'être adopté même si le vote devrait intervenir avec 24 heures de retard. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Face à l'hostilité du FPR, la France multiplie les contacts. Alain Juppé aurait obtenu l'appui du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qui serait prêt à intervenir en sa faveur auprès de l'Ouganda et du FPR. Les deux diplomates français, dont l'ambassadeur Jean Michel Marlaud, sont précisément à Kampala pour prendre langue avec le président ougandais et les chefs rebelles. Objectif : convaincre le FPR que l'opération n'a qu'un but strictement humanitaire... A défaut, la France cherchera alors à s'assurer du soutien du maximum de pays africains et européens. Côté africain, le Sénégal, le Ghana, le Congo, le Zaïre sont d'accord. Mais le chef de l'opposition zairoise et la minorité tutsie du Burundi sont contre l'intervention française. Côté européen, la Belgique a déclaré forfait et les Italiens hésitent toujours. Réponse peut être mardi lors d'une réunion de l'UEO. »

Itw de Jacques Chirac :

« Il faut certainement obtenir l'accord du FPR, que celui-ci comprenne bien qu'il ne s'agit pas d'ingérence mais d'une action humanitaire tentant à séparer des gens qui s'entretuent. Il faut aussi que l'Onu assume ses responsabilités. Il faut enfin que la France ne soit pas seule. »

727/ Afrique midi (1994 JAF 0172 C) - 21 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = L'UEO accepte d'apporter son soutien sous conditions au projet français. Soutien conditionné au vote d'une résolution des Nations unies... Parallèlement, on apprend que la France a déjà envoyé un détachement militaire dans l'est du Zaïre.

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« Un certain nombre de pays de l'UEO se disent prêts à contribuer à l'initiative française... La réunion des ambassadeurs de l'UEO n'a débouché aujourd'hui sur des résultats très concrets... Mais il n'y a toujours pas d'engagement ferme quant à l'envoi de troupes sur le terrain... »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

Diffusée ce matin

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Paris confirme en effet qu'une quinzaine de soldats français sont arrivés hier sur la base de Goma. Il s'agit d'un détachement précurseur, chargé de vérifier la piste avant l'atterrissage sur place de gros porteurs qui pourraient faire la navette entre la plateforme opérationnelle Bangui et cette base de Goma. En revanche, Paris dément l'information de notre confrère belge « Le Soir » selon laquelle des soldats français auraient déjà franchi la frontière et se trouveraient à Cyangugu pour y remettre une piste en état. C'est faux, affirme le ministère de la Défense, nous ne rentrerons pas au Rwanda avant le feu vert des Nations unies. Côté zaïrois, le président Mobutu se dit prêt à faciliter la tâche de cette force d'intervention humanitaire en prêtant donc ses bases mais précise qu'aucune troupe zaïroise ne s'y associera. Ce n'est pas indiqué dans les circonstances présentes, dit-il. Du côté de l'opposition zaïroise, Etienne Tschisekedi se dit farouchement contre toute cette opération. Il accuse la France de vouloir remettre en selle son vieux rival politique, Mobutu Sese Seko. »

P : ... Plusieurs partis de l'opposition au Burundi appellent à manifester contre une intervention française au Rwanda. En France, un collectif d'une vingtaine d'associations, un collectif baptisé « Urgence Rwanda » se prononce également contre une intervention française. Parmi les membres de ce groupement, des membres comme SOS Racisme, Handicap International, Pharmaciens sans frontière ou Médecins du monde. Ces associations estiment que le gouvernement français a un passé trop lourd au Rwanda et qu'il devrait donc s'abstenir d'envoyer des troupes dans ce pays.

Itw de Bernard Granjon, président de Médecins du Monde (Alain Masson) :

«... Le passé est trop pesant, le passé est trop lourd. Elle doit se racheter. D'abord en instituant une politique radicalement différente de celle du passé, en marquant une rupture. Deuxièmement, en favorisant matériellement la survenue de la seule intervention qui nous paraît possible, celle de la Minuar. Intervention humanitaire bien sûr, intervention armée, je n'hésite pas à le dire à mon tour... »

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (France Culture) :

«On intervient parce qu'effectivement ce que l'on voit, ce que l'on entend, ce que l'on lit est insupportable. Et moi ça m'irrite d'entendre sans cesse critiquer la France... Qu'est-ce que vous voulez ? Qu'on laisse les choses comme ça... Qui prend des initiatives en ce moment. Personne. On est là. On sonne à la porte de l'Europe. Personne ne répond. Personne en Afrique ne s'est mobilisé, ne s'est élevé contre ce génocide, même les pays limitrophes et maintenant que nous prenons une initiative. On peut être critique à l'égard de la politique qu'on a pu conduire au Rwanda. Mais en tout état de cause, maintenant nous sommes engagés pour sauver des vies... »

P : Le ministère de la Coopération annonce qu'un membre du FPR est aujourd'hui à Paris pour rencontrer des responsables politiques français... En revanche, côté gouvernemental, cette proposition rencontre un écho favorable.

Itw de Martin Okobisaba, le chargé d'affaire rwandais à Paris (Ghislaine Dupont) :

«Etant donné la situation au Rwanda qui est vraiment catastrophique, il y a beaucoup de morts des deux côtés...étant donné également que les deux parties n'ont pas pu s'entendre pour arrêter cette véritable tragédie humaine qui secoue le monde entier, je pense que l'initiative française est la bienvenue.

(Q. de G. D. : Est-ce que vous pensez qu'il n'aurait pas été souhaitable que cette force de protection soit organisée, composée uniquement de casques bleus ? Un renforcement plutôt de la Minuar qu'une force qui sera apparemment composée essentiellement de Français ?)

Pour l'instant, ce dont nous avons besoin, c'est d'une force qui puisse arrêter la tragédie rwandaise. Les délibérations au sein de l'Onu, ça prend beaucoup trop de temps. Chaque minute au Rwanda, il y a des vies humaines qu'on perd...

(Q. de G. D. : La France affirme que cette force de protection humanitaire apportera de l'aide aux deux camps, qu'elle sera impartiale. Est-ce que les forces gouvernementales laisseront évacuer des réfugiés tutsis qui se trouvent encore dans des zones contrôlées par ces forces gouvernementales ?)

Je pense bien. Le gouvernement rwandais s'est engagé à ce que, dans la zone en tout cas qu'il contrôle, que les massacres puissent s'arrêter. Il a promis solennellement cela à Tunis... »

728/ Afrique soir (1994 JAF 0172 D) - 21 juin 1994

P = Edmond Sadaka

T = L'intervention française au Rwanda. L'Oua s'y déclare opposée ce soir. Quelques heures plus tôt, Paris recevait un soutien timide de ses alliés européens. Edouard Balladur vient d'apporter des précisions qui limitent la portée de cette intervention.

Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Ghislaine Dupont) :
«...L'Oua a plutôt été surprise de voir qu'un membre de l'Onu a initié une action individuelle au moment où l'organisation panafricaine, au sommet de Tunis, avait engagé en même temps une action pour laquelle elle espérait obtenir le soutien des membres de la communauté internationale, dont la France bien entendu. C'est un peu une surprise pour nous... Nous comprenons les motivations qui ont été annoncées par la France mais nous regrettons que cela ne se soit pas fait dans un cadre concerté. »

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

Diffusée à midi

P : ...Le représentant du mouvement rebelle, Jacques Bihozagara était attendu à Paris... Finalement, il décide de décliner l'invitation... En revanche, le gouvernement intérimaire rwandais approuve l'initiative française. L'ambassadeur rwandais en Belgique l'a fait savoir officiellement dans un communiqué, précisant que cette action humanitaire devrait couvrir, selon lui, aussi bien la zone sous contrôle gouvernemental que celle occupée par les rebelles. Côté français... Edouard Balladur a mis quelques bémols dans son discours cet après-midi devant les députés. Il a énuméré cinq conditions qui semblent limiter la portée de l'intervention...

Itw de Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée :

«La première, c'est que cette intervention soit faite avec l'autorisation des Nations unies. Le deuxième, c'est que toutes les précautions soient prises pour limiter cette